

Newsletter de transform! europe

6/2011

Depuis décembre 2009, la newsletter transform !Europe est publiée régulièrement une fois par mois. Elle contient des informations concernant les activités de notre réseau, de ses membres et membres observateurs et les initiatives importantes des mouvements sociaux auxquels nous participons.

Sommaire

Comptes-rendus et articles

Le mouvement des « Indignés » en Grèce et l'objectif d'une véritable démocratie.

Par Elena Papadopoulou, Athènes

Peu après les importantes manifestations des «Indignados » sur la place de la Puerta del Sol de Madrid et dans d'autres villes espagnoles, un appel similaire rapidement diffusé à travers les médias sociaux (blogs, Facebook, Twitter) a invité les citoyens grecs à protester contre l'austérité le 26 mai sur la Place Syntagma (la place principale dans le centre d'Athènes). La participation a été suffisamment impressionnante pour rendre le besoin d'une nouvelle manifestation si évident qu'il était presque inutile de lancer un nouvel appel. Les gens étaient venus là pour y rester.

C'est désormais le 17e jour que la place Syntagma - ainsi que de nombreuses autres places centrales partout en Grèce - semble être le seul endroit où des dizaines de milliers de personnes estiment que leur «indignation» peut réellement s'exprimer. C'est peut-être l'une des principales caractéristiques des foules diverses - à bien des égards - qui constituent ce qu'on appelle aujourd'hui «les indignés grecs », une caractéristique indiquant une crise de légitimité et de représentation du système politique qu'il devient de plus en plus difficile de dissimuler.

La situation économique grave, à laquelle est confrontée la Grèce, plongée pendant trois ans à l'intérieur de la crise mondiale et un an après l'activation du «plan de sauvetage» du FMI / UE / BCE, en coopération avec le gouvernement grec, ne semble pas près de se résoudre. Les raisons qui expliquent une forte réaction du peuple grec sont donc évidentes. Mais ce qui n'était pas évident - et ne l'est toujours pas - c'est la forme que cette réaction pourrait prendre, si cela produirait une prise de conscience commune concernant "qui on doit blâmer pour la crise?", et si, à son tour, cette prise de conscience articulerait des revendications communes, et si oui, quel genre de revendications.

Ce sont, je pense, où les premières préoccupations de nombreuses personnes qui ont participé aux premières manifestations de la place Syntagma (bien sûr, hors leur besoin d'exprimer leur exaspération et le sentiment d'injustice), et surtout les gens de la Gauche. Je dis, principalement parce qu'eux - entre tous - semblent plus conscients que ce qui peut potentiellement surgir d'un tel rassemblement "spontané" d'une société hétérogène ne doit pas être considéré comme acquis et, qui plus est, n'est pas en soi progressiste. Malheureusement, dans le cadre d'un court article comme celui-ci, il est difficile, sinon impossible, d'analyser

toutes les questions intéressantes provenant de ce débat (c'est pourquoi il est préférable de ne pas l'ouvrir). Heureusement, la gauche grecque participe activement au grand mouvement des "Indignés" qui s'efforce encore de trouver son identité.

Mais que se passe-t-il réellement sur la Syntagma au cours de ces 17 jours? Très brièvement et donc forcément de façon simplifiée - je dirais, un processus d'auto-organisation et un dialogue ouvert avec une critique généralisée du système politique dans son ensemble. Certains se rassemblent dans la partie supérieure de la place, juste en face du Parlement pour crier contre la corruption et l'injustice et agitent des pots vides, tandis que d'autres participent à ce qu'on appelle "l'assemblée populaire" quotidienne, une discussion ouverte où chacun peut exprimer ses opinions, propositions et impressions, où il n'y a pas de représentants et où la revendication principale depuis le début est celle d'une «démocratie réelle». De cette façon, les "indignés" ont pu aboutir à un texte commun soulignant leurs caractéristiques communes, pour exprimer leurs revendications liées à la situation économique, pour organiser des assemblées thématiques plus petites où des questions spécifiques peuvent être mieux débattues (il y a déjà eu deux débats avec de nombreux participants au sujet de la crise de la dette), pour décentraliser l'échange aux niveaux local et de voisinage, pour créer un site web qui recueille les évolutions au fur et à mesure et serve de point central d'information auto-contrôlée (<http://real-democracy.gr/en>). Beaucoup d'autres campent sur place, jouent de la musique, font la cuisine, de la peinture et participent à différentes activités auto-organisées. L'objectif politique majeur découlant aujourd'hui de la «assemblée populaire» est l'opposition à l'adoption du nouveau programme d'austérité à moyen terme, qui doit être discuté au Parlement grec. On ne peut pas encore savoir si c'est le début d'une évolution politique. Ce qui est déjà acquis c'est une réappropriation active de l'espace public et une expérience inestimable pour les nombreuses luttes à venir.

Le 15 mai et la Révolution espagnole.

Par Armando Fernández Steinko, Madrid

Le projet d'un État-providence espagnol moderne (« État-providence capitaliste financier ») s'est historiquement épuisé. En mai 2011, un petit groupe de jeunes d'origine urbaine / métropolitaine a organisé une manifestation contre la corruption omniprésente dans les domaines économiques et politiques, mais aussi contre le système bi-parti et la grande coalition qui le soutient.

Beaucoup d'entre eux avaient renoncé à la lutte de l'intérieur contre les blocages des partis et leurs querelles stériles. La plupart d'entre eux n'étaient pas des gens politisés "surqualifiés" ne voyant pas d'avenir en dépit de leurs remarquables acquis universitaires. Les mouvements en Afrique du Nord, mais aussi la grande manifestation au Portugal, qui ont toutes été organisées en dehors des structures des partis, les ont directement inspirés. Et ce n'est pas à cause du nombre de ceux qui ont répondu aux appels, mais en raison de l'importante et persistante vague de sympathie déclenchée par ces mouvements, vague qui a atteint même les plus petits villages. La répression policière à la Puerta del Sol à Madrid a entraîné une nouvelle vague de solidarité qui a contribué à étendre la dimension territoriale du mouvement.

Dans toute l'Espagne, sur plus de 100 places, se sont érigés des campements bien organisés, activement soutenus par les citoyens dont la plupart n'avaient jusque-là pas été politiquement actifs. Cantines, bibliothèques, mais aussi groupes de discussion sur différents thèmes (système financier, questions de genre, corruption, privatisation des droits d'auteur) ont attiré pendant des semaines jeunes et moins jeunes, des gens qui étaient politiquement actifs pour la première fois ou d'autres qui ne l'avaient pas été depuis des années. Il a été décidé d'appeler à de nouvelles assemblées décentralisées afin d'impliquer politiquement et localement plus de citoyens même dans les quartiers résidentiels.

L'*establishment*, y compris de gauche, n'était tout simplement pas préparé ou a été complètement submergé par la vague massive de sympathie – celle-ci, selon une enquête réalisée par l'Institut de recherche officiel sur l'opinion publique, concernait 90% de la population. C'est pourquoi la manifestation du 15 mai a été le catalyseur d'un mécontentement profond, jusque là loin d'être clairement formulé ou exprimé. Une semaine plus tard, les élections municipales ont exprimé clairement ce mécontentement qui s'est traduit par un niveau élevé d'abstention, en partie consciente, une augmentation très modérée des votes uniquement pour les partis de gauche et une débâcle électorale écrasante du PSOE. L'occupation de succursales de banques (la Banque de Santander, entre autres, est directement responsable de la spéculation sur les réserves du gouvernement espagnol), des manifestations devant les services gouvernementaux locaux dans lesquels des politiciens corrompus évolueront encore après les élections; les squats réussis d'appartements où la police a procédé à des expulsions soit à cause de l'impossibilité de rembourser les emprunts hypothécaires soit pour de nombreuses autres raisons ne cessent pas. Un appel à une grande manifestation contre l'euro-pacte a été lancé pour inscrire la révolution espagnole sous le signe de l'anti-néo-libéralisme. La question est maintenant : Comment poursuivre ? Que peut-on faire pour construire un réseau, stable et capable d'irriguer, de citoyens organisés selon le principe de solidarité afin de mettre le pays en situation de révolte permanente de faible intensité contre les conséquences désastreuses du néo-libéralisme et de garder l'hégémonie dans les rues et les places de tout le pays ? Une autre question est encore ouverte : quels sont les rapports au pouvoir institutionnalisé établi, c'est à dire aux partis de gauche, aux élections? Le fait que les revendications du mouvement du 15 mai nécessitent une articulation institutionnalisée est entre-temps devenu évident pour de nombreux acteurs, même si le mouvement-15 M est un mouvement politique conscient et se conçoit comme tel et même si la critique est dirigée contre le système bi-parti plutôt que contre toutes les partis, le scepticisme vis-à-vis des formes institutionnalisées de la politique est plus fort que jamais.

Conférence européenne au Parlement européen à Bruxelles

Par Élisabeth Gauthier (Espaces Marx, Transform! Europe)

Austérité, dette, démantèlement social en Europe : ça suffit! Coordonnons nos forces – Des alternatives démocratiques sont nécessaires et possibles!

Conférence européenne du 31 mai 2011 au Parlement européen (Bruxelles) - en partenariat avec le groupe parlementaire GUE / NGL

Cette conférence a réuni environ 120 représentants d'une soixantaine d'organisations et de réseaux provenant de 20 pays ainsi que dix membres du parlement. Lothar Bisky, Marie-Christine Vergiat, Nicos Chountis et Cornelia de Jong du groupe GUE / NGL, Françoise Castex (eurodéputée socialiste) et Philippe Lamberts (eurodéputée verte) ainsi qu'une trentaine d'autres participants ont pris la parole.

Le pacte euro-Plus marque un tournant pour l'Europe, où les phénomènes de régression sociale (paupérisation, chômage, insécurité, démantèlement des systèmes de protection sociale et de l'emploi) se propagent à une vitesse alarmante, en particulier dans les pays maintenant appelés «périphériques» (Europe méridionale et orientale). Partout, les femmes sont particulièrement touchées. La lutte pour survivre devient de plus en plus difficile pour les migrants. On ne peut trouver aucune réponse aux problèmes écologiques dans le contexte de pression sur la dette publique et d'austérité généralisée.

Les nouvelles mobilisations, notamment portées par les jeunes, montrent une sensibilisation de masse, d'autant plus que les chemins actuels mènent à une impasse. L'absence de

démocratie est de plus en plus flagrante, la difficulté à obtenir des résultats à par les luttes et le changement politique a des conséquences tragiques : l'électorat qui vote habituellement est conduit à l'abstention et la droite populiste réussit à mobiliser en trop grand nombre.

Les diverses introductions thématiques et les débats ont montré que, dans les affrontements très durs en Europe, non seulement les analyses convergent largement, mais aussi les alternatives proposées. Les "Conclusions" (voir ci-dessous) résultent d'un consensus des participants. Les propositions développées par certains réseaux «alter-mondialistes», les syndicats, les féministes, les mouvements sociaux et les militants politiques de gauche semblent en passe de devenir «propriété commune», ce qui ne peut qu'encourager à les porter ensemble dans l'action. Mais il ne peut y avoir de contrainte - d'où un passage dans le document qui souligne, aux côtés des initiatives communes ayant fait l'objet d'un accord, certains aspects à débattre ultérieurement.

Cette journée a montré qu'établir des convergences et, sur cette base, de nouvelles formes de coopération, est vraiment un thème central. Comprendre comment s'unir contre les puissances dominantes est un enjeu pour aboutir à plus grande efficacité dans les luttes - mais aussi pour contrer les dangereuses divisions au sein de la société et entre les pays.

À une époque où, d'une part «la rue» est devenue une force politique et, dans le même temps, où tout est coincé quand les institutions européennes sont concernées, avec un Parlement sans pouvoir et en l'absence d'une majorité politique prête à répondre aux besoins de notre temps, on a un besoin urgent d'un nouveau système d'alliances entre mouvements sociaux, syndicats, élus et militants politiques. La posture nettement plus critique adoptée par la CES lors de son congrès doit être notée avec intérêt, à un moment où, dans certains pays, les pressions du gouvernement contraignent les syndicats à courber l'échine. Un *Forum social européen* rénové aurait à nouveau un rôle important à jouer. Ceci, sans doute, suppose de le concevoir sous une forme plus structurée sur la base de thèmes centraux et de surmonter la cohabitation trop formelle des organisations qui y prennent part.

* * * * * Document * * * * *

Depuis septembre 2010, les forces impliquées dans le Forum social européen et les mobilisations sociales en Europe, ont souhaité organiser cette conférence, un an après l'accord d'hyper austérité à l'échelle européenne :

ATTAC (Allemagne, France, Hongrie, Flandres, Espagne), CADTM (France, Belgique, Suisse, Grèce, Espagne, Pologne), Transform! Europe, Euromarches, Solidaires (France), FGTB (Belgique), EuroMemo Group, Forum Europa Soziales (réseau syndical), la Joint social conférence, Transnational Institute (TNI, Amsterdam), le Réseau Printemps de Prague 2 (FEC), Forum social grec, Forum social Autrichien, Forum social de Belgique, Forum social Hongrois, Espaces Marx (France), Socialismo21 (Espagne), Fondation Copernic (France), Mémoire des luttes (France), Patas Arriba, Institut Nicos Poulantzas (Grèce), Société pour le Dialogue européen (SPED, République tchèque), Initiative des Femmes en mouvement Contre la Dette et les plans d'austérité, transform! Bruxelles, Marche mondiale femmes, Rood (Flandre), Coalition of Resistance (UK), WIDE - *Women in Development* Europe, Realpe - réseau européen des députés locaux progressistes, CGT-FSU-Solidaires du Havre de Grève, et Mesas ciudadanas Convergencia por la y la Acción.

Ont également participé: l'Association européenne pour la défense des droits de l'homme / (AEDH); Initiative Féministe Européenne, Ligue des Droits de l'Homme (France), Fédération Syndicale Unitaire (FSU, France), et des syndicalistes de différents pays.

Nos conclusions

Austérité, dette, démantèlement social en Europe : ça suffit!
Coordonnons nos forces - Des alternatives démocratiques sont nécessaires et possibles!

Conférence européenne du 31 mai 2011
au Parlement européen (Bruxelles) - en partenariat avec le groupe parlementaire GUE / NGL

Cette conférence reflète une urgence

Elle a eu lieu à un moment où la crise de l'euro, la crise de l'UE, s'approfondit dans le contexte d'une crise générale du capitalisme financiarisé. L'Europe, dont les bases ont été déstabilisées, se trouve dans une impasse. Avec le pacte euro-Plus, une limite de frais a franchi une étape dans l'aggravation de la crise sociale et démocratique. Dans ce contexte, les questions écologiques ne peuvent pas trouver de solution.

L'Europe se trouve à la croisée des chemins - sa légitimité est en recul

Plus que jamais, la seule façon de sortir de la crise réside dans la résistance et les luttes pour rejeter le pacte euro-Plus, la nouvelle gouvernance économique européenne, la généralisation de l'austérité et la pression des dettes publiques. Il réside dans le fait de changer l'Europe pour en faire un espace de coopération et de solidarité. Nous devons agir ensemble en Europe pour contrer les divisions, le nationalisme et le ressentiment qui ne peut qu'encourager les tendances populistes et de droite radicale qui grandissent aujourd'hui, alors même que nous devons lier les questions européennes aux luttes au niveau national et en montrant partout clairement ce que nous avons en commun.

Le conflit social et politique est très rude

Les difficultés ne cessent de s'aggraver pour les salariés et les retraités, pour ceux qui ont des emplois précaires, les jeunes, les migrants et les plus pauvres, ou ceux qui sont réduits à la pauvreté. Partout les femmes sont les plus touchées. Nous saluons comme particulièrement encourageant dans de nombreux pays européens les mouvements des " indignés " pour "une véritable démocratie".

Des Exigences convergentes qui mobilisent

Nous constatons qu'un certain nombre de luttes vont dans le même sens en portant la revendication d'une harmonisation des droits vers le haut et que, dans un climat d'indignation il existe de nombreuses convergences entre mouvements sociaux et civiques, militants syndicaux, sociaux et politiques.

← La réponse aux problèmes soulevés en Europe ainsi qu'aux difficultés aiguës survenant dans plusieurs pays doit être européenne et unitaire.

← Une coopération économique au niveau européen doit avoir pour objectif de répondre aux besoins des peuples. L'architecture de l'euro, des institutions, des traités et réglementations européens doit être modifiée pour le permettre.

← Il faut réduire les dettes publiques : par de nouvelles recettes; par l'abaissement des taux d'intérêt que les États et autorités locales doivent payer, par la réduction des transferts aux créanciers; par des mesures pour annuler les parties illégitimes des dettes sur la base d'audits publics et citoyens qui permettrait la pénalisation des spéculateurs et la protection des simples épargnants et des retraités.

← De nouveaux systèmes de recettes publiques doivent être mis en place sous diverses formes : un système de taxation plus juste et moins inégalitaire ; l'arrêt du dumping fiscal; l'imposition des revenus du capital et des transferts financiers, et la suppression des dépenses inacceptables, comme les dépenses militaires.

← De nombreuses mesures politiques doivent contribuer à organiser une redistribution plus

radicale de la richesse et à repousser les inégalités et les injustices sociales.

← Les secteurs financiers et les banques doivent être soumis à des règles plus restrictives, avec des mesures d'appropriation publique et sociale des instruments nécessaires de manière à travailler en faveur d'un nouveau mode de développement social et écologique. Il faut mettre fin aux politiques restrictives de la BCE.

← Il est indispensable de rouvrir la perspective d'une convergence sociale vers le haut afin d'arrêter la spirale descendante du dumping social, du démantèlement de la protection sociale et des systèmes de retraite et de l'augmentation de la paupérisation.

← Permettre la convergence vers le haut des revenus : l'établissement d'un salaire minimum européen basé sur le revenu moyen de chaque pays pour contrer le dumping social et salarial et rendre les minima sociaux proportionnels au salaire minimum. Comme urgence immédiate, afin de lutter contre l'exclusion sociale, aucun revenu ne peut être inférieur au seuil de pauvreté. Les femmes, premières victimes des bas salaires, sont particulièrement concernées par un tel changement d'orientation.

← Pour contrer l'appauvrissement de populations nouvelles, le concept de sécurité sociale doit s'étendre aux populations intégrées dans leur ensemble.

← Les personnes les plus vulnérables, écrasées par l'endettement et menacées d'expulsion de leur logement, comme c'est le cas en Pologne, en Hongrie et en Roumanie ainsi que dans d'autres pays européens, doivent être aidées et pouvoir bénéficier d'un droit au logement.

← Les subventions européennes accordées aux pays de l'Est ne doivent en aucun cas alourdir l'endettement des collectivités locales : il faut interdire la propriété des conseils locaux basée sur des crédits ou des titres.

← La politique européenne concernant les migrants doit être radicalement changée, respecter leurs droits sociaux et humains et encourager la coopération et la solidarité.

← Les services publics européens doivent être préservés et développés afin d'encourager les principes d'égalité, de solidarité et d'éducation pour tous; les projets de recherche ont besoin de leurs sociétés et de l'émergence d'un nouveau mode de développement social et écologique. C'est un objectif fondamental pour s'assurer que les activités sociales restent dans le domaine public et ne peuvent pas être transférées en tant qu'activité domestique non rémunérée des femmes ou à des groupes de salariés sous-payés.

← Les enjeux écologiques et sociaux nécessitent, plus que jamais, le contrôle public et la démocratie des décisions économiques : passer à un autre genre d'économie est nécessaire au niveau local, national et européen.

← La démocratie est en recul en Europe, elle doit être défendue et devenir plus réelle ainsi que c'est exigé par les citoyens dans toute l'Europe.

Il faut renforcer les mobilisations en Europe et les rapprocher pour favoriser un changement radical de l'Europe - c'est une question d'urgence. Cette conférence exprime son entière solidarité avec les mouvements de résistance à l'austérité, à la pression de la dette, et aux mouvements pour une véritable démocratie.

Plusieurs initiatives sont déjà en préparation pour permettre de faire avancer et d'élargir les mouvements de lutte:

← 19 Juin: une journée d'action en Espagne à l'initiative de "des indignés» de la Puerta del Sol et des initiatives de solidarité dans d'autres pays.

← 21 Juin: Une journée européenne d'action à l'appel de la CES.

← 1er Octobre : une conférence contre l'austérité et les privatisations, à Londres.

← 15 Octobre: une action internationale lancée par le Mouvement du 15 mai (Puerta del Sol)

← 1er Novembre: une manifestation contre le G20 (près de Cannes / Nice, en France) suivie

d'un Forum des Peuples.

Plusieurs voies sont encore en discussion :

← Les moyens de s'opposer au pacte euro Plus et au paquet de la gouvernance économique en multipliant les initiatives et les campagnes d'information et d'explication.

← Effectuer des audits publics et citoyens sur la dette publique dans différents pays suivi d'une rencontre européenne pour finaliser la synthèse des résultats et élaborer des stratégies communes pour annuler les dettes illégitimes des pays européens.

← Des actions diverses les 23 et 24 Juin lors de la réunion du Conseil européen sur le thème de la gouvernance.

← Compte-rendu du travail de la conférence dans le cadre du processus du Forum social européen au sein duquel cette initiative a été lancée.

← Décider de la création d'un réseau ouvert et mobilisateur " dette et austérité" pour élaborer des analyses, des convergences et des initiatives.

Certaines questions sont restées ouvertes à la discussion, en particulier une proposition avancée par les participants grecs: faut-il essayer de développer un «front commun des syndicats, les mouvements, des forces politiques » dont les objectifs convergent ? Ou celle de la voie d'un "pacte des citoyens" pour reconstruire l'Europe.

Contacts :

Verveine Angeli : angeli@solidaires.org

Elisabeth Gauthier : elgauthi@internatif.org

Christine Vanden Daelen : christine@cadtm.org

Conférence de Zagreb : « Décolonisation – Nouvelles luttes émancipatrices »

Par Srečko Horvat, Zagreb

L'objectif de la Conférence internationale « Décolonisation – Nouvelles luttes émancipatrices », qui a eu lieu à Zagreb du 15 au 21 mai, dans le cadre du *4e Festival du film Subversif*, a été précisément de montrer quels sont les potentiels émancipateurs non seulement des protestations du « monde arabe », mais aussi en Europe orientale. À côté des interventions-clés d'intellectuels de premier plan comme Slavoj Žižek, Antonio Negri, Terry Eagleton, Gayatri Spivak, Zygmunt Bauman, Samir Amin, David Harvey et autres, Zagreb a accueilli la première rencontre du Forum Mondial des Alternatives, organisée conjointement avec le réseau transform! Europe.

Après la montée des mouvements populaires à travers le monde arabe, les nouvelles luttes émancipatrices ne se limitent plus au Maghreb et au Moyen-Orient. En Croatie, des manifestations récentes pour la démocratie, fonctionnant de manière similaire à celles du Moyen-Orient et mettant en scène de nouveaux sujets politiques, montrent la complexité de la situation à travers l'Europe, en particulier dans les Balkans, deux décennies après la chute des régimes étatiques socialistes. Ici, au lieu de dictatures personnelles, les pays sont sous la dictature de nouvelles oligarchies, y compris des élites politiques souvent corrompues, des affaires, des cercles mafieux ainsi que les géants des médias. Le dogme néolibéral, promu par le FMI et l'UE, a eu la suprématie, presque sans aucune résistance depuis le début des années 1990.

En raison d'un énorme intérêt du public et de l'affluence importante de la conférence (rassemblant parfois environ 1.000 personnes par conférence), il semble que la Croatie était l'endroit idéal pour se réunir : toutes les contradictions du noyau capitaliste (chocs financiers, consumérisme insouciant, médias, politique menée par l'élite - politique, déficit démocratique, marchandisation des services publics) sont visibles avec l'ensemble des

problèmes politiques, sociaux et économiques de la semi-périphérie post-socialiste, post-partition et post-conflit.

Ce qu'apporte la nouvelle vague de protestations est un rejet clair du système, à la fois politique et économique, équivalant à la plus forte critique de l'économie capitaliste en Europe de l'Est depuis 1989. Cette critique vient de citoyens ordinaires sans orientation politique précise, de la nouvelle gauche radicale et de certains éléments de droite qui tentent de récupérer la rhétorique sociale pour l'orienter vers leur défense populiste de la «nation» et ses «valeurs traditionnelles». En dépit du conservatisme nationaliste, c'est en Croatie, que, depuis les manifestations étudiantes de 2009, s'est développé un mouvement pour la démocratie directe. En de nombreuses occasions, la démocratie directe a été exercée avec succès, non seulement parmi les étudiants, mais aussi parmi les travailleurs, les paysans et les militants des villes. La Croatie en tant que pays au seuil de l'UE est donc un excellent endroit pour se livrer à un débat productif sur les alternatives possibles ou même la dégénérescence du capitalisme mondial et la façon dont il agit sur les régions semi-périphériques et périphériques.

Atelier : « La Gauche entre Diversité et Fragmentation »

Séminaire co-organisé par la Fondation Rosa Luxemburg et transform!
La gauche en Europe entre diversité et fragmentation
Par Conny Hildebrandt, Fondation Rosa Luxemburg, Berlin

Du 22 au 24 mai, un atelier européen co-organisé par transform! Europe et le RLS sur la question de la diversité et du pluralisme comme défis aux politiques de gauche s'est déroulé à Berlin. L'accent a été mis sur la fragmentation et la diversité des partis de gauche et leur capacité à travailler dans des alliances à la fois au plan national et européen. L'atelier a commencé par un aperçu critique des problèmes rencontrés actuellement par le Parti de la Gauche Européenne, notamment les nouveaux défis posés par le traité de Lisbonne, la crise économique et financière qui devient de plus en plus une crise de l'ensemble du processus d'intégration européenne, accompagnée d'un essor de la droite extrême et populiste. Mais les problèmes rencontrés dans la coopération européenne de la gauche reflètent également des problèmes essentiels et des questions ouvertes. Ils résultent souvent aussi bien des évolutions au niveau national qu'au niveau européen, car la divergence des évolutions nationales détermine également l'attitude des partis à l'égard de la coopération au sein de la gauche européenne.

Selon Jean-François Gau, le Parti de la Gauche Européenne est confrontée à de grands défis. D'une part, le PGE avec ses 27 partis membres actuels ainsi que ses 11 partis observateurs est de plus en plus attractif pour les partis de gauche en Europe ; d'autre part, il doit accroître sa capacité d'action face à la nouvelle nature des politiques européennes néolibérales. Pour y parvenir, le PGE a besoin de nouvelles formes de coopération efficace, sans abandonner le principe d'aboutir à des décisions consensuelles et de respecter la diversité des partis qu'il rassemble, partis qui ont tous une histoire, une culture différentes et qui ont un passé différent en ce qui concerne les luttes politiques, les victoires et les défaites.

C'est cette diversité de la gauche qui pose problème, et d'autant plus si elle conduit à une fragmentation de la gauche. Comment s'emparer de ce phénomène et réussir à le surmonter ? Cornelia Hildebrandt décrit la fragmentation comme étant due à des développements historiques ainsi qu'à des fractures sociales et à l'incapacité des partis à bien répondre aux évolutions sociales, ce qui entraîne des résultats électoraux peu satisfaisants. Se référant aux orientations respectives des programmes des partis de gauche en Europe, à leurs positions divergentes à l'égard de l'Union européenne, à leurs différents concepts et leurs attitudes

diverses face à l'émergence récente des lignes de conflit social et culturel («post- sensibilité moderne »), Walter Baier a essayé d'analyser ce processus.

Les différences sont également apparues évidentes dans les exposés concernant les différents pays, qui ont montré simultanément les différents effets des crises sur la gauche dans chaque pays. La situation des pays scandinaves diffère de celle du Portugal ou de la Grèce qui diffère encore de la situation en République tchèque ou en Allemagne. Les partis de gauche au Portugal et en Grèce, par exemple, participent aux protestations contre les coupes sociales qui accompagnent une nouvelle vague de privatisations des biens publics. C'est différent de Die Linke en Allemagne, dont les capacités de mobilisation en 2011 sont très en retrait par rapport à celles de 2009 face aux problèmes non résolus de développement, de menace de catastrophe nucléaire et qui fait face aux crises avec une apparente tranquillité. Toutes les contributions ont porté sur deux questions centrales, encore non résolues, auxquelles sont confrontés les partis de gauche en Europe : leur identité commune dans les nouveaux bouleversements sociaux, le lien entre luttes sociales et alternative écologique.

Agenda

Assemblée annuelle des membres de Transform ! Europe

Prague, 9-11 Septembre 2011

Avec le soutien du SPD, membre tchèque du réseau, transform! Europe tiendra l'assemblée annuelle de ses membres à Prague du 9 au 11 Septembre 2011. En choisissant, pour la première fois, Prague pour y réunir ses membres, transform! souligne l'importance politique de la coopération avec les organisations et des initiatives en Europe centrale et orientale pour sa stratégie à venir.

L'ordre du jour de cette assemblée portera sur le compte-rendu et le rapport financier du bureau, l'approbation des principales activités de l'année à venir ainsi que sur les questions concernant le développement de l'organisation. Il permettra également de décider du budget annuel du réseau.

On y débattera et décidera aussi des demandes d'adhésion au réseau (soit en tant que membres à part entière, soit comme observateurs). Actuellement, transform! Europe se compose de 22 organisations de 16 pays européens. Depuis 2007, il est reconnu par le Parti de la Gauche Européenne comme fondation politique associée.

Une réunion du Bureau, en août, finalisera une proposition détaillée d'ordre du jour ainsi que des propositions générales concernant le processus de prise de décision. Nous demandons aux organisations membres et observateurs d'envoyer leurs suggestions et propositions de projets au bureau de Vienne pour fin juillet.

Juste après l'assemblée, aura lieu un séminaire destiné à ceux qui sont impliqués dans les médias de transform! Europe. Il fera l'objet d'une invitation spécifique.

Les représentants des organisations membres et observateurs ainsi que des invités participent à l'assemblée de Prague. Transform! Europe peut couvrir les frais de déplacement et d'hébergement d'un délégué par organisation. Pour les inscriptions et les informations pratiques, vous pouvez contacter transform! Europe à Vienne : office@transform-network.net

Appel à communications pour la Conférence annuelle du Groupe EuroMemo en Septembre 2011 à Vienne

Économistes Européens pour une Politique Economique Alternative en Europe

17ème Atelier sur la politique économique alternative en Europe

L'intégration européenne à la croisée des chemins: Approfondissement ou désintégration?

Vienne, 16-18 Septembre 2011

Cher-e-s collègues,

La Conférence du Groupe EuroMemo aura lieu cette année à Vienne du 16 au 18 septembre 2011. Elle débutera le vendredi 16 Septembre après-midi avec la plénière habituelle concernant l'état de l'Union. Nous sommes heureux d'annoncer les deux conférenciers:

← **L'état politique de l'Union, Birgit Mahnkopf** (Berlin School of Economics and Law)

← **L'état économique de l'Union, Ozlem Onaran** (Middlesex University, Londres)

Nous souhaitons vous inviter à participer à la conférence et à présenter des propositions de communications pour l'un des quatre ateliers ci-dessous. Celles-ci doivent aborder les thèmes principaux de la politique de l'UE dans chaque secteur.

Atelier 1: les politiques d'austérité (Coordinateur: Marica Frangakis). Des politiques d'austérité sont imposées dans un certain nombre d'Etats membres de l'UE, notamment à la

périphérie de la zone euro et en Europe centrale et orientale. Cet atelier vise à examiner les évolutions dans les différents pays, en s'attachant particulièrement à la dégradation des systèmes de protection sociale et des institutions du marché du travail, et aux conséquences pour le chômage des jeunes et l'organisation de la protection des personnes âgées.

Atelier 2: L'avenir de la zone euro (Coordinateur: Trevor Evans). Les évolutions de la dernière année accroissent les risques de désintégration de la zone euro. Alors que certains États membres se battent pour faire face à des niveaux croissants d'endettement public et privé, l'UE a encouragé des mesures de gouvernance qui semblent de nature à aggraver la situation. Nous souhaitons des contributions portant sur les déséquilibres macro-économiques, à la crise de la dette et à la crise bancaire, à la politique monétaire et au rôle de la BCE, au mécanisme de stabilité européenne ainsi qu'au Pacte pour l'Euro.

Atelier 3: L'UE et le monde (Coordinateur: Werner Raza) Les évolutions dans les pays méditerranéens voisins soulignent un des défis internationaux auxquels est confrontée l'UE. Cet atelier souhaite des contributions traitant des questions de migration, de politique commerciale, des politiques de développement de l'UE, ainsi que, plus généralement, du rôle de l'UE dans la gouvernance mondiale, en particulier dans le G20.

Atelier 4: énergie, changement climatique et durabilité après Fukushima (Coordinateur: O. Frieder Wolf). La crise au Japon a dramatiquement attiré l'attention du public sur l'urgence pressante d'un changement fondamental dans la politique énergétique. Nous souhaitons des contributions portant sur le défi de politiques de développement en faveur de la durabilité sociale, économique et environnementale.

Les propositions de communications avec un court résumé (maximum 250 mots) doivent être soumises avant le 30 Juin. Si elles sont acceptées, les communications complétées doivent être soumises avant le 1er Septembre.

Participation: Si vous souhaitez participer à l'un des ateliers, veuillez copier le formulaire d'inscription ci-dessous dans un e-mail et répondre avant le 30 Juin 2011 à

euromemo@uni-bremen.de

en indiquant que vous souhaitez participer et si vous souhaitez proposer une contribution pour l'un des ateliers.

Programme prévisionnel : http://www2.euromemorandum.eu/uploads/2011_provisional_programme_euromemo_conference.pdf

Veuillez noter que des frais pour la conférence seront demandés sur le site (20 euros / 10 euros pour les étudiants) ?

Lieu: C3 Centre pour le développement international, http://www.centrum3.at/start_en.htm

Le centre C3 est situé dans le centre de Vienne, à proximité de la "Altes AKH" - campus de l'Université de Vienne. Un certain nombre de chambres a été réservé dans trois hôtels de Vienne. Les informations pratiques concernant le voyage et les réservations d'hôtel peuvent être envoyés par e-mail.

Nous vous attendons impatiemment à Vienne!

Cordialement,

Werner Raza, Wlodzimierz Dymarski, Miren Etxezarreta, Trevor Evans, Marica Frangakis, John Grahl, Jacques Mazier, Mahmood Messkoub, Catherine Sifakis, Frieder Otto Wolf, Diana Wehlau

Pour les économistes européens du Groupe EuroMemo pour une politique économique

alternative en Europe e-mail: euromemo@uni-bremen.de Internet: <http://www.euromemo.eu>
Formulaire d'inscription pour le 17e atelier sur une politique économique alternative en Europe e-mail: euromemo@uni-bremen.de Internet: <http://www.euromemo.eu>

Formulaire d'inscription pour le 17e atelier sur une politique économique alternative en Europe

(Veuillez copier les indications suivantes dans un e-mail et répondre avant le 30 Juin 2011 à euromemo@uni-bremen.de) :

Oui, j'ai l'intention de participer au 17^{ème} Atelier sur une politique économique alternative en Europe (16-18 Septembre 2011 à Vienne)

← Téléphone: ← e-mail: ← Oui, je souhaite proposer une contribution. Titre de la contribution ←: ← Pour l'atelier du samedi matin

← Établissement: Adresse ←:

← Résumé (max. 250 mots):

utions pour la Conférence annuelle du Groupe Euromémo en septembre 2011 à Vienne

Conférence de Vienne : Lutttes des travailleurs dans la Chine mondialisée - Parallèles et points communs avec l'Europe, Vienne, 22-24 Septembre 2011

Par Josef Baum, transform! Autriche

La conférence est centrée sur la Chine (et l'Europe): Les «lutttes des travailleurs d'Est en Ouest: Nouveaux points de vue sur les conflits du travail dans la Chine mondialisée" (titre exact de la conférence).

La conférence cherche à rassembler des chercheurs et des militants, issus de deux parties du monde différentes pour débattre - en solidarité avec les mouvements syndicaux - des principales caractéristiques des relations du travail et des luttes des travailleurs en Chine et en Europe et, ainsi, encourager la poursuite de la coopération scientifique et militante.

Ce sera un événement sans doute encore jamais vu en matière de spécialité, de qualité et de périmètre : les intervenants invités et confirmés sont connus dans le monde entier et particulièrement réputés dans leur domaine comme le professeur Chang Kai (Pékin, spécialiste du nouveau droit du travail chinois du point de vue des travailleurs et médiateur des travailleurs lors de la grande grève de l'année dernière chez Honda), la professeure Pun Ngai (Pékin, Hong Kong – auteure de livres réputés sur les travailleuses en Chine), la professeure Anita Chan et les professeurs Jonathan Unger (Australie), Helmut Peters (Allemagne, doyen des sinologues), et du côté des militants, des syndicalistes, des ONG de Chine, des personnes comme Gianni Rinaldini, ancien secrétaire de la FIOM (Italie).

La conférence est ouverte, gratuite et vise essentiellement la participation de militants et de chercheurs de toute l'Europe. Un deuxième appel à communications pour d'autres contributions est lancé pour le 20 juin (date limite). Même si près de 30 intervenants ont été confirmés à ce jour, d'autres propositions seront les bienvenues.

La conférence est organisée et parrainée par transform! Europe, transform! Autriche, l'Institut Renner (associé aux Démocrates sociaux autrichiens), Grüne Bildungswerkstatt (associé au Parti Vert autrichien), Weltum-spannend Arbeiten (Organisation de la Fédération autrichienne des syndicats), Arbeiterkammer Autriche (représentation officielle des employés en Autriche) et l'Université de Vienne (département des sciences politiques, Département des études est-asiatiques, Département d'études de développement).

L'objectif est de fournir des éléments de connaissance et d'installer un réseau sino-européen sur ces questions. La conférence débutera le jeudi dans la soirée (22 septembre) par un débat public à l'Université de Vienne. Les 23 et 24 septembre, la Conférence se tiendra à l'Institut Renner, à Vienne, Kheslplatz 12, 1120.

La langue de travail sera l'anglais, mais il y aura des interprètes. Pour plus d'informations, vous pouvez aller sur le site: <http://labourchina.univie.ac.at> ou contacter les organisateurs: [labourchina.ostasien @ univie.ac.at](mailto:labourchina.ostasien@univie.ac.at), Web: www.josefbaum.at